

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

COMUE Lyon Saint-Etienne
Direction Stratégie immobilière et
développement des Campus

-
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07
Tél : 04 37 37 26 70

Maître d'ouvrage



ACCORD-CADRE DE MAINTENANCE

- EQUIPEMENTS COURANTS FAIBLES

N° de marché

A	2	0	2	5	.	0	0	8
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Cahier des Clauses Administratives Particulières

ARTICLE 1. Objet du marché – Dispositions générales.....	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Décomposition.....	3
1.3. Durée du marché.....	3
1.4. Type de marché	3
ARTICLE 2. Pièces constitutives du marché	4
ARTICLE 3. Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	4
ARTICLE 4. Délais.....	4
4.1. Modalité d'exécution des prestations	5
ARTICLE 5. Exécution	5
5.1. Modalités d'exécution des bons de commande.....	5
5.2. Dispositions en cas de sous-traitance.....	6
5.2.1. Mise en œuvre de la sous-traitance	6
5.2.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	6
5.3. Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé.....	7
ARTICLE 6. Prix du marché.....	7
6.1. Maintenance préventive	7
6.2. Maintenance corrective	7
6.3. Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
6.4. Modalités de révision des prix.....	8
ARTICLE 7. Modalités de règlement.....	9
7.1. Avance	9
7.2. Acomptes.....	10
7.3. Présentation des demandes de paiement.....	10
7.4. Acceptation de la demande de paiement	11
7.5. Délai de paiement.....	11
ARTICLE 8. Pénalités	11
8.1. Dispositions générales	11
8.2. Délais d'intervention.....	12
8.3. Délai de remise en état	12
8.4. Visite de maintenance préventive.....	12
8.5. Remise de documents.....	12
8.6. Pannes consécutives.....	12
8.7. Mise à jour de plans et schémas.....	12
8.8. Respect des règles de sécurité	12
8.9. Absence en réunion	12
8.10. Dégradation des locaux / utilisation des locaux sans accord.....	13
8.11. Pénalités pour travail dissimulé.....	13
8.12. Pénalités relatives à la gestion des déchets.....	13
8.13. Pénalités relatives au RGPD	13
ARTICLE 9. Contrôle de l'exécution des prestations	13
ARTICLE 10. Obligations	14
10.1. Confidentialité	14
10.2. Obligation d'information	14
ARTICLE 11. Résiliation du marché.....	15
ARTICLE 12. Exécution des prestations en cas d'incapacité du titulaire	15

ARTICLE 13. Garanties - Assurances	15
ARTICLE 14. Conciliation et règlement des litiges	16
ARTICLE 15. Respect des mesures sanitaires	16
ARTICLE 16. Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.....	17

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes : Maintenance préventive et curative des équipements de courants faibles (anti-intrusion, contrôle d'accès, vidéoprotection) des bâtiments de la COMUE Lyon Saint-Etienne, ci-après dénommée « la COMUE ».

Le titulaire a une obligation de résultat et de qualité de service envers les usagers consistant à garantir, pendant toute la durée du marché, des conditions optimales d'intervention, de fonctionnement et de sécurité des installations.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement les installations qu'il prend en charge.

En conséquence, à partir de cette prise en charge, il renonce à faire état des difficultés provenant de la qualité du matériel, de l'exécution et de la conformité des installations.

Lieux d'exécution :

- Bâtiment PUQ, 92 rue Pasteur 69007 Lyon
- Bâtiment I-Factory, 10 avenue Albert Einstein 69110 Villeurbanne

1.2. Décomposition

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots.

1.3. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et pour une durée de douze (12) mois. Il peut être reconduit trois (3) fois pour une période de 1 an. Cette reconduction est tacite.

Le pouvoir adjudicateur, s'il souhaite ne pas reconduire l'accord-cadre, doit se prononcer par écrit au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ; la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

1.4. Type de marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à prix mixte. Le prix des prestations, maintenance préventive et corrective, sera basé sur le bordereau des prix unitaires dûment rempli par le titulaire et annexé à l'acte d'engagement.

Ainsi, les prestations seront exécutées sur la base des bons de commandes sont émis par l'administration au fur et à mesure de l'apparition des besoins en application des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Le montant maximum associé à aux prix unitaires des prestations est de 85 000 euros HT sur toute la durée du marché, reconduction comprise.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G-FCS, le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant ces

modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent. La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, issu de l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document, quoique non joint au dossier de consultation, est réputé connu des candidats et consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr ;
- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes (les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables).

ARTICLE 3. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, par dérogation à l'article 5 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 4. DELAIS

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus au CCTP et rappelés sur chaque bon de

commande :

- Article 3.2.5 du CCTP concernant les délais d'interventions en cas de panne ;
- Articles 4.1 du CCTP concernant la prise en charge des installations et la remise du rapport ;
- Article 4.2 concernant les délais de remise de documents liés à la maintenance

4.1. Modalité d'exécution des prestations

Le marché s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande établis sur la base des prix définis dans les Bordereaux des Prix Unitaires figurant dans l'offre financière du titulaire.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution du bon de commande part de sa date de notification.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration. La durée du bon de commande ne pourra dépasser de plus de 6 mois le terme de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont adressés au titulaire du marché par courriel avec demande d'accusé de réception.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS, et si le titulaire envisage un retard dans l'exécution des travaux, celui-ci est tenu de faire parvenir à la ComUE une demande écrite de délai supplémentaire précisant :

- les références du bon de commande en question,
- les raisons du retard envisagé,
- le nombre de jours supplémentaires sollicités.

La ComUE décide ou non d'octroyer un délai supplémentaire au vu des raisons invoquées par le titulaire, par courrier ou courriel avec accusé de réception.

Dans le cas d'un refus de la ComUE, le titulaire devra se plier aux délais prévus dans le présent marché.

Sans réponse de la ComUE dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la réception de la demande du titulaire, le délai supplémentaire sollicité est accordé.

Le titulaire ne peut prétendre, de ces chefs, ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

ARTICLE 5. EXECUTION

5.1. Modalités d'exécution des bons de commande

Les bons de commande présenteront les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- le lieu d'exécution des travaux ;
- le montant de la commande ;
- les coordonnées des personnes responsables du suivi du dossier à l'acheteur ;
- le délai d'exécution de la prestation (date de début et de fin).

Seul l'acheteur est habilité à passer une commande dans le cadre de cet accord-cadre.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins, jusqu'au dernier jour de validité

de l'accord-cadre.

Préalablement à l'émission de chaque bon de commande, le titulaire transmet un devis dans lequel il précise le nombre de jours d'intervention nécessaires à la réalisation des prestations souhaitées et le délai d'exécution de la prestation. Après accord de l'acheteur, ce devis est accepté et donne lieu à l'émission d'un bon de commande.

Le devis sera conforme au BPU et sera accompagné de tous les documents permettant de justifier du prix des prestations.

5.2. Dispositions en cas de sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve du respect des dispositions des articles R.2193-1 à -9 du code de la commande publique.

Le sous-traitant ne pourra commencer à exécuter les prestations avant son agrément par l'acheteur. Dans le cas où ces dispositions ne seraient pas respectées, le titulaire s'expose aux sanctions prévues au CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultantes du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite. Seules les prestations de services peuvent faire l'objet d'un acte de sous-traitance.

5.2.1. Mise en œuvre de la sous-traitance

Toute prestation sous-traitée doit être déclarée au représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre.

Le titulaire présente à l'acheteur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments prévus à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique. L'acheteur, en cas d'accord, doit accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial de sous-traitance qui constitue une annexe au présent contrat (formulaire DC4, joint à la consultation).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le représentant du pouvoir adjudicateur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement dans un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et dans le cas échéant de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant est de droit dès lors que les prestations sous-traitées sont supérieures à 600 euros hors taxe. Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire comme stipulé aux articles 32.1. e) du CCAG-FCS.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent de fait aux prestations sous-traitées

5.2.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre

récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

5.3. Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si l'acheteur est informée par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, l'acheteur adressera alors une mise en demeure au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000€ HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, à l'acheteur les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera à l'acheteur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut le contrat pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 6. PRIX DU MARCHE

Les prix figurent sur le bordereau des prix unitaires (BPU)

La monnaie de référence du présent accord-cadre est l'euro.

6.1. Maintenance préventive

Les prix de la maintenance préventive comprennent la valeur des pièces ou des éléments, les outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre, qui leur sont affectés, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications effectuées au titre de la maintenance.

En particulier, ceux-ci comprennent le remplacement éventuel des batteries défectueuses.

6.2. Maintenance corrective

Les prestations de maintenance corrective, au-delà du forfait, sont conclues à prix **unitaires**

conformément aux prix figurant dans un devis établi par le titulaire sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU).

Ce devis doit être décomposé avec le nombre d'heures, les pièces nécessaires à la réalisation des prestations et éventuellement les prestations sous traitées.

Le devis du titulaire aura une durée de validité par défaut de 30 jours.

Le délai d'exécution des devis à réception du bon de commande ne devra pas excéder 21 jours calendaires. Passé ce délai, le titulaire s'expose à l'application de pénalités comme stipulé à l'article 8 du présent document.

La ComUE peut exiger du titulaire de produire la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs.

6.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix comprennent toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution des prestations y compris toutes suggestions particulières découlant de la spécificité des services, des lieux, des circonstances locales, ils comprennent enfin les bénéfices du titulaire.

Les prix comprennent notamment et en général :

- L'ensemble des dépenses nécessaires à la totale et complète réalisation des prestations, objet du présent marché,
- Les frais de main d'œuvre, à quelque titre que ce soit, notamment à charges spéciales de tous ordres, primes et indemnités diverses (déplacements, hébergements...),
- Toutes les assurances et frais résultant des précautions à prendre en cas d'accident,
- Tous les frais propres à l'entreprise,
- Toutes charges fiscales, sociales, générales ou spéciales frappant les prestations,
- Tous frais généraux, faux frais, bénéfices et aléas de toutes sortes,
- Tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport des matériels et matériaux jusqu'au lieu de livraison ;
- La gêne occasionnée par l'encombrement du site ou la présence d'occupants,
- La gêne occasionnée par les difficultés d'accès,
- Les contraintes particulières d'intervention.

Les prix sont réputés tenir compte également, de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

6.4. Modalités de révision des prix

Le prix relatif aux prestations du présent marché est révisé le cas échéant à la date anniversaire du

début de l'exécution du marché, selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times [0.15 + (0.8 \times \text{ICHT-IME}_n / \text{ICHT-IME}_0) + (0.05 \times \text{FD}_n / \text{FD}_0)]$$

P_n = prix révisé année n ;

P_0 = prix de l'offre initiale ;

ICHT-IME_n = valeur de l'indice de correction de la main d'œuvre des industries mécaniques et électriques, valeur pour le mois n du dernier indice connu à la date anniversaire de révision

ICHT-IME_0 = valeur de l'indice de correction de la main d'œuvre des industries mécaniques et électriques, valeur pour le mois zéro, pris au mois de signature de l'acte d'engagement

FD_n = Frais et services divers, valeur pour le mois n du dernier indice connu à la date anniversaire du marché;

FD_0 = Frais et services divers, valeur pour le mois zéro, pris au mois de signature de l'acte d'engagement

Dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, l'acheteur prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

Prix des prestations à prix unitaires

Les prix du BPU sont révisables à la date anniversaire du marché en fonction de l'évolution des prix publics de vente, déterminée par les prix officiels d'achat aux fournisseurs, dans le respect des clauses du marché.

Le titulaire devra produire tous les documents nécessaires à l'application de cette nouvelle tarification, au moins un mois au plus tard avant l'application des nouveaux tarifs. Ces documents feront l'objet d'une vérification par l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de sa transmission par le titulaire.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, les prix révisés ne sont appliqués qu'aux bons de commande émis après validation de la révision par l'acheteur.

Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement des prix susmentionné sera limitée à une augmentation de 5% maximum par an.

Clause de sauvegarde

La ComUE se réserve le droit de rejeter les nouveaux tarifs et de résilier, sans indemnité, avec un préavis d'un mois, la partie non exécutée du marché à la date de changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3% par an.

Cependant, dans le cas où cette augmentation annuelle est égale ou supérieure à 10% et qu'elle résulte d'événements que les parties ne pouvaient légitimement prévoir, la ComUE se réserve la possibilité d'accepter, après justifications (factures d'achat, décomposition des coûts, etc..) apportées par le titulaire, l'application de la clause de révision des prix et déroger au maximum annuel fixé à 5% selon la clause butoir. Cette acceptation sera formalisée par ordre de service.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé « mois zéro ».

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Avance

Une avance pourra être versée dans les conditions prévues à l'article R2191-3 du code la commande publique, sauf si le titulaire y renonce dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2191-7-2° du Code de la Commande Publique, lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5% et 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

En application de l'article B.11.1 du C.C.A.G-FSC, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique. Soit une avance de 30% pour les PME et de 5% pour les autres entreprises.

7.2. Acomptes

Le marché prévoit la possibilité de versement d'acomptes conformément aux dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique.

Le rythme de versement des acomptes intervient de façon trimestrielle.

Si le titulaire du marché envoie ses demandes d'acomptes à une adresse différente que celle précisée à l'article du CCAP ci-dessous, elles lui seront retournées, sans engager le délai de paiement.

7.3. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont impérativement transmises par voie électronique via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Par dérogation à la dernière phrase de l'article 11.8.1 du CCAG-FCS, les demandes de paiement transmises autrement que par le portail Chorus Pro ne seront pas traitées et le délai de paiement ne commencera pas à courir, sans que l'acheteur n'ait besoin de le notifier au titulaire ou au sous-traitant.

En complément de l'article 11.3 du CCAG-FCS, les **factures dématérialisées** établies sur papier en tête du titulaire comportent, outre les mentions sociales d'usage, les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'acheteur COMUE Lyon Saint-Etienne en tant que destinataire de la facture : **13002136300010**;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande pour la demande de paiement de des prestations s'exécutant à bons de commande ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une

- exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-F.C.S. ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les demandes de paiement sont faites sur présentation de la facture après vérification du service fait. Les modalités de présentation des demandes de paiement pour travaux sont établies conformément à ce qui précède. Le règlement est consécutif à une présentation de factures établies obligatoirement sur la base de bons de commande émis par la ComUE.

7.4. Acceptation de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement dans les conditions évoquées dans l'article 11.6 du CCAG-FCS.

Le paiement pour solde ou le règlement partiel définitif interviendra dans les conditions fixées à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

7.5. Délai de paiement

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte ou de la facture par la ComUE sauf désaccord du service gestionnaire du marché.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans formalités (sauf cas de contestation par la personne publique), pour le titulaire du marché ou son sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires calculés sur la base du taux BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € (quarante euros) sera due de plein droit et sans autre formalité, c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander, à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

ARTICLE 8. PENALITES

8.1. Dispositions générales

En cas de manquement à ses obligations, le titulaire se verra appliquer par la ComUE les pénalités définies ci-après. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard ou de la défaillance, sans mise en demeure préalable.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat ou de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération ne sera appliquée si le montant total ne dépasse pas 300€.

Les pénalités s'entendent par jour calendaire.

Dans l'hypothèse d'une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus élevée s'applique.

Les pénalités, après notification au titulaire, s'imputent d'office sur les sommes dues au prestataire par réfaction sur les factures. Le titulaire s'engage à intégrer dans sa facture trimestrielle en moins-values les montants des pénalités qui lui sont signifiés par lettre recommandée par la ComUE.

8.2. Délais d'intervention

En cas de dépassement des délais d'intervention tels que fixés à l'article 3.2.5 du CCTP, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 25 € / heure de retard.

8.3. Délai de remise en état

En cas de dépassement des délais de remise en état tels que fixés à l'article 3.2.5 du CCTP, le titulaire se verra appliquer les pénalités suivantes :

Nature de la réparation	Pénalité
Pas de remplacement de pièce détachée	25 € / heure de retard
Remplacement d'une pièce détachée immédiatement disponible	100 € / jour de retard
Remplacement d'une pièce détachée non immédiatement disponible	50 € / jour de retard

8.4. Visite de maintenance préventive

L'inexécution ou la mauvaise exécution d'une visite de maintenance préventive exposera le titulaire à une pénalité de 500 € au-delà de deux semaines de retard.

8.5. Remise de documents

Une pénalité de 100 € sera appliquée en cas de non-transmission de documents dus au marché, dans les délais exigés par celui-ci.

8.6. Pannes consécutives

Le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € par dysfonctionnement et par installation au-delà de trois pannes sur trente (30) jours glissants.

8.7. Mise à jour de plans et schémas

Une pénalité de 50 € par jour sera appliquée en cas de retard dans la mise à jour des plans et schémas suite à intervention.

8.8. Respect des règles de sécurité

En cas de manquement aux règles de sécurité (non-respect des règles critiques de sécurité ou des procédures d'intervention, non balisage de chantier, non-respect du port des EPI, absence de plan de prévention...), le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € par constat.

8.9. Absence en réunion

En cas d'absence à une réunion à laquelle il a été convié par la ComUE, et en l'absence de justification apportée dans les 48 heures précédant la réunion, le titulaire s'expose à une pénalité de 75 € par représentant convoqué absent.

8.10. Dégradation des locaux / utilisation des locaux sans accord

En cas de constatation par la ComUE d'une dégradation dans un local directement à la suite d'une intervention du titulaire ou en cas d'utilisation d'un local, à toutes fins, sans l'accord de la ComUE, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 €.

8.11. Pénalités pour travail dissimulé

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant HT du bon de commande concerné.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

8.12. Pénalités relatives à la gestion des déchets

Si le Maître d'Ouvrage venait à constater que les consignes de gestion des déchets (CCTP article 5.6) n'étaient pas respectées, une pénalité financière de 100 € par jour calendaire sera appliquée jusqu'à retour à une situation conforme.

8.13. Pénalités relatives au RGPD

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, la ComUE peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 500€.

ARTICLE 9. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Concernant les prestations de maintenance courante, les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution du service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la présence du titulaire n'est pas requise pour ces vérifications.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Dans le cas de travaux de maintenance corrective, rénovation, mise en conformité, amélioration, le titulaire devra soumettre à la ComUE la date à laquelle il estime l'achèvement des travaux.

Ils conviendront ensemble d'une date de réception.

Au cours de la réception, des réserves pourront être émises par la ComUE s'il apparaît que certaines prestations prévues n'ont pas été exécutées.

Le titulaire ne peut prétendre à une rémunération dans le cas où la réception n'a pas été réalisée.

Dans le cas d'intervention d'un organisme agréé ayant mission de contrôle technique sur l'opération, le titulaire est tenu de mettre à disposition du contrôleur les moyens et documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

La réception fait office de point de départ des garanties.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, le délai de garantie minimum est de 2 ans.

ARTICLE 10. OBLIGATIONS

10.1. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

En particulier, les documents fournis par l'acheteur au titulaire dans le cadre de ce marché restent la propriété de l'acheteur.

A ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'acheteur.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

L'acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du secret des affaires ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant en cours d'exécution.

En cas de manquement, le représentant du pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent à :

- une prise de participation du titulaire au capital d'une entreprise tierce, lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des actions comprises dans l'objet du présent accord-cadre ;
- une prise de participation d'une entreprise tierce au capital du titulaire lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des travaux électriques ;
- l'impartialité et à l'indépendance du titulaire vis-à-vis des bénéficiaires ou de toute entreprise susceptible d'effectuer des travaux ou l'entretien des bâtiments, installations ou équipement objet des prestations du présent accord-cadre ;
- l'exercice par le titulaire de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage ;
- une perte d'agrément, de certification ou d'autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet de l'accord-cadre.
-

De manière générale, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre de toute modification de sa situation susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des prestations prévues au

présent accord-cadre et notamment d'en compromettre la validité.

Le titulaire est tenu de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

ARTICLE 11. RESILIATION DU MARCHE

L'acheteur pourra résilier le présent marché dans les hypothèses et conditions prévues au CCAG-FCS et aux articles du présent document relatifs à :

- Confidentialité
- Prix et règlement – en cas de mention d'une clause de sauvegarde.

L'exécution aux frais et risques du titulaire pourra être mise en œuvre par l'acheteur dans toutes les hypothèses mentionnées à l'article 45 du CCAG-FCS.

Quelle que soit la cause de la résiliation du marché, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire.

ARTICLE 12. EXECUTION DES PRESTATIONS EN CAS D'INCAPACITE DU TITULAIRE

A titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas d'incapacité technique du titulaire dûment motivée de lui fournir les prestations demandées, de recourir à un tiers pour l'exécution de ces prestations. Le montant cumulé de tels achats doit rester accessoire par rapport au montant du marché.

ARTICLE 13. GARANTIES - ASSURANCES

Garanties des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de livraison.

A compter de la date de réception partielle des différents travaux, le titulaire doit garantir l'installation dans les conditions indiquées ci-après :

Si la réception n'a pu être prononcée pour cause de retard dans l'exécution des travaux, cette période de garantie se trouve prolongée d'office jusqu'au jour où cette réception est effectivement prononcée.

Garantie de parfaite réalisation

Le titulaire garantit, d'une façon formelle, la parfaite réalisation des prestations d'entretien faisant l'objet de la spécification technique suivant les règles de l'Art et compte-tenu des règlements et décrets en vigueur.

La garantie est d'un an.

Assurances

Pour rappel, le titulaire est responsable des fautes commises par son personnel et notamment celles ayant occasionné un dommage corporel ou matériel aux personnes et/ou aux équipements.

Le dommage est indemnisé en fonction du préjudice subi.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire des assurances obligatoires.

Ces assurances sont :

- Une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1240, 1241 et 1242 du code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14. CONCILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient intervenir en cours d'exécution est celle définie par les articles L. 2197-1, L. 2197-3 et R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devrait être porté devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du contrat. Dans l'hypothèse où l'exécution du contrat s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif ou si le lieu de cette exécution n'est pas désigné dans le contrat, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique compétente pour signer le contrat, soit le tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 15. RESPECT DES MESURES SANITAIRES

Le titulaire s'engage à respecter toutes les mesures sanitaires définies par la ComUE dans le cadre de l'exécution des prestations sur site.

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé

Article du présent document	Objet	CCAG-FCS
Article 2	Pièces constitutives du marché	Article 4.1
Article 3	Règlement général sur la protection des données	Article 5
Article 4	Délais	Article 13.1
Article 6	Prix du marché	Article 10.2
Article 7	Modalités de règlement	Article 11.8
Article 8	Pénalités	Article 14.1
Article 9	Contrôle de l'exécution	Articles 27.3 et 28
Article 13	Garanties – Assurances	Article 33.1